

La pénurie de kots pousse les étudiants vers le privé

Les universités francophones du pays font face à un réel manque de logements étudiants. Ceux-ci doivent souvent se tourner vers le privé pour pouvoir se loger.

Plus qu'une poignée de semaines avant la rentrée académique. L'heure est à la recherche de kots pour de nombreux étudiants quittant le domicile familial. Un parcours qui pourrait s'avérer pénible, surtout à Louvain-la-Neuve où le manque de logements fait exploser les prix du privé.

La problématique du logement à Louvain-la-Neuve n'est pas neuve, mais elle s'aggrave chaque année. Bien que l'Université Catholique de Louvain (UCL) possède, tous campus confondus, le plus grand parc immobilier des universités en Europe, les 4.278 lits mis à disposition sur le site de Louvain-la-Neuve sont loin d'être suffisants.

La pression immobilière est telle qu'elle permet à certains propriétaires privés peu scrupuleux de faire monter les prix. Pour accueillir au mieux ses étudiants et contrer cette hausse des loyers, souvent associée à une baisse de qualité, l'UCL investit dans de nouveaux logements. Avec son plan de logement, l'université

visait un total de 6.000 lits sur le site de Louvain-la-Neuve d'ici 2017, et ce en maintenant les prix actuels variant de 245 à 340 euros mensuels.

Un volume inadapté

À Mons, même constat: l'offre ne suit pas la demande. Les 550 chambres mises à disposition par l'université sont réservées depuis début juillet et près de 600 futurs étudiants ont dû être redirigés vers le privé. L'université de la capitale wallonne connaît le même problème. «Le volume de kots n'est pas adapté au nombre croissant d'étudiants», confirme Vincent Gengler, directeur du secteur social à l'Université de Namur. Là où les autorités aimeraient proposer des logements à 10% des étudiants, seules 500 chambres (d'un prix moyen de 250-260 euros) sont disponibles pour quelque 6.300 inscrits aux facultés.

Sans surprise, les 2.900 logements proposés par l'Université Libre de Bruxelles (ULB) sont également complets depuis quelque temps et plus de 1.000 étudiants ont dû se diriger vers le privé où les prix peuvent être bien supérieurs à ceux demandés par l'ULB qui ne dépassent jamais les 350 euros mensuels.

BELGA